

Société

ÉTAT DES LIEUX DES DISCRIMINATIONS ET DES AGRESSIONS RACISTES ENVERS LES MUSULMANS DE FRANCE

Ismail Ferhat, François Kraus

06/11/2019

Quelles sont les discriminations et les comportements racistes dont sont victimes les musulmans de France ? Quelles sont les situations (recherche d'un emploi, recherche d'un logement, accès à un service public) où ils indiquent avoir fait l'objet de comportements discriminants en raison de leur appartenance religieuse ? Grâce à une enquête réalisée par la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah) et la Fondation, réalisée auprès de 1 000 personnes de confession musulmane, un certain nombre de réponses, sur une base déclarative, sont apportées, afin d'objectiver du mieux que possible une situation finalement mal connue, et afin de donner aux pouvoirs publics comme aux observateurs une idée précise de l'ampleur des discriminations subies en France par les musulmans en raison de leur religion.

[Télécharger l'enquête](#)

Les chiffres clefs

- **42%** des musulmans vivant en France ont fait l'objet d'au moins une forme de discriminations liées à leur religion au cours de leur vie. Et pour beaucoup, il ne s'agit pas d'une lointaine expérience mais d'un problème auquel ils ont été récemment confrontés: **32%** d'entre eux en ont vécu au moins une au cours des cinq dernières années.
- La forme de discrimination la plus répandue est celle vécue lors de contrôle des forces de l'ordre (**28%** en ont été victimes parmi les musulmans ayant déjà été contrôlés par des policiers ou des gendarmes au cours de leur vie), devant celles subies lors de la recherche d'un emploi (**24%**) ou d'un logement (**22%**).
- La proportion d'actifs victimes d'une discrimination dans le déroulement de leur carrière est cinq fois plus élevée chez les musulmans (**23%**) que chez l'ensemble des Français (5% : source OIT 2016).

- Chez l'ensemble des musulmans, **27%** indiquent avoir été traités défavorablement ou discriminés dans le déroulement de leur carrière en raison de leurs origines ou de leur couleur de peau, **23%** en raison de leur religion.
- Un quart des musulmans ont été insultés en raison de leur religion (**24%**) au cours des cinq dernières années, soit une proportion deux fois supérieure à celle observée chez les non-musulmans résidant en France (9% : source Ifop 2019). De même, ils sont **7%** à avoir été victimes d'une agression physique à cause de leur religion, contre 3% des non-musulmans.
- La proportion de victimes d'un comportement raciste au cours des cinq dernières années est deux fois plus élevée chez les musulmans vivant en France (**40%**) que dans le reste de la population (17% : source Ifop 2019). Toutefois, les motifs de ces comportements racistes sont loin d'être tous liés à la religion : **42%** des musulmans ayant déjà fait l'objet de comportements racistes au cours des cinq dernières années estiment avoir été l'objet de comportements racistes en raison de leur religion, contre **38%** en raison de leur couleur de peau et **14%** du fait de leur nationalité.
- Les femmes se sentent beaucoup plus discriminées et indiquent être beaucoup plus victimes de racisme que les hommes en raison de leur religion (**42%** des musulmans vivant en France ont fait l'objet d'au moins une forme de discriminations liées à leur religion au cours de leur vie : **35%** chez les hommes, **45%** chez les femmes ; chez l'ensemble des musulmans, **23%** indiquent avoir été traités défavorablement ou discriminés dans le déroulement de leur carrière en raison de leur religion (**26%** chez les femmes, **20%** chez les hommes).

L'analyse de François Kraus

Les attentats islamistes qui se sont multipliés depuis 2015 et les débats qui ont suivi – comme ceux qui ont récemment porté sur la question des « signaux faibles de radicalisation » – ont contribué à renforcer l'amalgame entre musulmans pratiquants et terroristes et plus largement l'hostilité à l'égard des adeptes du Coran : les musulmans étant le groupe ethnico-religieux le moins accepté par les Français après les Roms d'après le dernier baromètre du CNDCH (2018).

Au regard du caractère de plus en plus polémique pris par la question de la visibilité de l'Islam et les réactions aux risques de stigmatisations de ces adeptes, il apparaît donc urgent de donner aux pouvoirs publics comme aux observateurs une idée précise de l'ampleur des discriminations subies en France par les musulmans en raison de leur religion.

Or, l'observation des pratiques discriminantes vis-à-vis de cette minorité repose aujourd'hui avant tout sur les témoignages individuels recueillis par les instances de lutte contre la discrimination ou

par des associations comme le CFCM ou le CCIF. Quant aux rares données institutionnelles comme celles du ministère de l'intérieur (SCRT), elles ne peuvent prétendre à en mesurer l'exhaustivité, notamment parce qu'elles n'intègrent pas les discriminations à raison de la religion.

Dans ce cadre, cette étude de victimation réalisée à « froid » – c'est-à-dire avant les polémiques ayant suivi l'attentat à la préfecture de Paris – tente de combler le manque de données faibles qui permettrait de mesurer l'ampleur des phénomènes racistes et discriminatoires qui affectent les musulmans en raison de leur religion.

Les discriminations envers les musulmans dans différentes sphères de la vie sociale

Dans un premier temps, le dispositif de recherche s'est attelé à évaluer les expériences de discrimination à travers plusieurs situations types de la vie quotidienne (ex : visites médicales, recherche d'emploi, recherche de logement...). Pour cela, l'Ifop a d'abord posé une question « filtre » afin d'isoler les personnes ayant déjà vécu une situation potentiellement discriminante (ex : un contrôle de police) puis n'a posé qu'aux personnes concernées la question permettant de mesurer si elles avaient été victimes d'une discrimination à cette occasion (ex : « Avez-vous déjà fait l'objet de discriminations en raison de votre religion... lors de la recherche d'un emploi ? »).

Un indicateur global des discriminations envers les musulmans

S'il saisit le caractère pluridimensionnel du phénomène discriminatoire, ce procédé permet aussi d'en mesurer l'ampleur globale à partir d'un indicateur construit en condensant les réponses des victimes d'une discrimination dans au moins une des différentes sphères testées.

- Au total, 42% des musulmans déclarent ainsi avoir fait l'objet d'au moins une forme de discrimination liée à leur religion au cours de leur vie. Et pour beaucoup, il ne s'agit pas d'une lointaine expérience mais d'un problème auquel ils ont été récemment confrontés : près d'un musulman sur trois (32%) a vécu au moins une discrimination au cours des cinq dernières années.
- Ce taux global masque toutefois des différences notables selon le type de discrimination. Chez ceux ayant vécu ces situations potentiellement discriminantes, la discrimination la plus répandue est celle vécue lors de contrôle des forces de l'ordre : 28% parmi les musulmans ayant déjà été contrôlés, mais seulement 13% parmi l'ensemble de la population musulmane.
- Les autres principales discriminations sont celles affectant les musulmans lors de la recherche d'un emploi (24%, dont 17% parmi l'ensemble de la population musulmane) ou d'un

logement (22%, dont 14% parmi l'ensemble de la population musulmane), imposées par les enseignants d'un établissement scolaire (18%, dont 14% parmi l'ensemble de la population musulmane) ou encore à l'entrée d'un bar ou d'une discothèque (18%, dont 8% sur l'ensemble).

Une exposition aux discriminations étroitement corrélée à la visibilité de l'Islam

L'analyse détaillée du profil des victimes d'au moins une forme de discrimination amène quant à elle à remettre quelque peu en cause l'idée selon laquelle les discriminations envers les musulmans toucheraient avant tout les jeunes hommes des catégories populaires.

- Au contraire, ce sont les femmes qui apparaissent plus discriminées que les hommes : 46% l'ont été au cours de leur vie, contre 38% des hommes. Or, cette survictimation féminine – qui se retrouve partout sauf lors des contrôles de police et des entrées en boîte de nuit – ne tient pas qu'au fait que ces comportements seraient moins risqués qu'auprès des hommes.
- Cette survictimation féminine est également tirée vers le haut par les taux de discriminations records observés chez les femmes voilées : 60% des femmes « souvent » voilées rapportent avoir déjà été victimes d'au moins une forme de discrimination au cours de leur vie, contre 44% des femmes ne s'étant jamais voilées et à peine 38% des hommes.
- Tout comme l'Ifop avait pu l'observer pour les juifs portant la kippa, le port d'un signe religieux visible comme le voile accroît donc chez les musulmans les risques de discriminations liées à l'Islam, confirmant en cela l'étroite corrélation entre l'exposition à une forme de rejet et la visibilité de sa religion.

Les discriminations envers les musulmans dans le monde du travail

Que ce soit à l'entrée du monde du travail ou tout au long d'une carrière professionnelle, les personnes de confession musulmane s'avèrent nettement plus affectées que la moyenne par des pratiques discriminatoires.

Confirmant les différents testings ayant mis en exergue les pénalités subies par les musulmans lors de la sélection des candidatures à des offres d'emploi ou de stage, l'enquête met bien en lumière les discriminations subies par les musulmans en amont de l'entrée dans le monde du travail.

- En effet, près d'un quart (24%) des musulmans ayant déjà recherché un job dans leur vie (soit 68% de l'ensemble de la population musulmane) rapportent avoir déjà fait l'objet de discrimination à cette occasion en raison leur religion, dont 16% au cours des cinq dernières années.

- Rapportée à l'ensemble des musulmans, la proportion de victimes d'une discrimination au cours des cinq dernières années lié à ce motif (la religion) tombe à 11%, ce qui reste très proche de ce l'on observe dans le reste de la population (13,6%) tous motifs confondus (ex : religion, race, nationalité...) à la fois tout au long de la carrière et lors de la recherche d'un emploi.

Les questions posées uniquement aux « actifs » selon les critères l'Insee montrent aussi une nette surexposition des musulmans aux discriminations ethniques ou religieuses pouvant survenir en matière d'évolution de carrière (refus de promotion, non-évolution, rémunération inférieure...).

- En effet, près d'un musulman actif sur quatre (23%) rapporte avoir été discriminé au cours des cinq dernières années de sa vie professionnelle, soit une proportion cinq fois plus élevée que chez l'ensemble des Français (5%).
- Ces discriminations liées à l'appartenance religieuse affectent à peu près autant les musulmans que celles liées à leurs origines raciales : un peu plus d'un quart des actifs musulmans (27%) rapportant avoir été traités défavorablement en raison leur couleur de peau, soit une proportion trois fois plus forte que chez l'ensemble de la population active (9%).

Les discriminations subies lors de la recherche de logement

Déjà mises en lumière lors d'opérations de testing, les logiques discriminatoires traditionnellement observées pour les minorités visibles en matière d'accès au logement transparaissent de manière assez nette pour les musulmans, notamment pour les résidences principales.

- 22% des musulmans ayant déjà recherché un logement à louer ou à acheter dans leur vie (soit 61% de l'ensemble de la population musulmane) rapportent avoir déjà fait l'objet de discrimination à cette occasion en raison leur religion, dont 14% au cours des cinq dernières années.
- Rapportée à l'ensemble de la population musulmane, le taux de victimes d'une discrimination au cours des cinq dernières années lié à ce motif (la religion) tombe à 9%, ce qui peut paraître limité mais qui n'en reste pas moins supérieur à ce que l'on observe chez les non-musulmans (7%) tous motifs confondus (ex : religion, race, nationalité...).
- En revanche, le taux de victimes de discriminations pour des logements occasionnels est plus marginal si l'on en juge par la proportion de musulmans en ayant déjà fait l'expérience lors de la recherche d'une chambre dans un hôtel / une maison d'hôte ou chez un particulier : 11% parmi les personnes concernées et à peine 5% au sein de l'ensemble de la population

musulmane.

Les discriminations subies lors d'interactions avec des agents des services publics

Loin d'offrir un environnement policé, où règnent le contrôle de soi et la maîtrise des pulsions racistes, les services publics constituent aussi, aux dires des musulmans interrogés, des lieux d'exposition aux discriminations.

Au regard des résultats, les pratiques discriminatoires qui affectent les musulmans vivant en France sont loin de se limiter au secteur privé...

- En effet, 11% de l'ensemble des musulmans rapportent avoir été discriminés au moins une fois dans leur vie par des agents d'une administration publique (ex : mairie, préfecture...), ce taux atteignant un niveau record chez les femmes se voilant « souvent » (21%) et dans les rangs des musulmans vivant dans les zones à dominante rurale ou à faible proportion d'immigrés (19%).
- Les discriminations imposées par les forces de l'ordre sont celles qui, proportionnellement, semblent les plus fréquentes (28% parmi les 44% de musulmans ayant déjà été contrôlés par des policiers ou des gendarmes) même si au total, la proportion de victimes reste limitée lorsqu'on rapporte ce taux à l'ensemble des musulmans (13%).

La comparaison d'une partie de ces résultats avec ceux observés récemment par l'Ifop pour les non-musulmans montre clairement que les musulmans sont plus victimes de pratiques discriminatoires que le reste de la population.

- La proportion de victimes d'une discrimination au cours des cinq dernières années liée à la religion lors d'une visite chez un médecin ou dans un hôpital s'avère ainsi quatre fois plus forte chez les musulmans (10%) que dans le reste de la population toutes raisons confondues (2,4%).
- De même, pour la même période, on note que le taux de victimes de discriminations imposées par des enseignants dans un établissement scolaire (ex : collège, lycée, université...) est plus élevé chez les musulmans (7%) que dans le reste de la population toutes raisons confondues (5,4%).

Les agressions verbales et physiques

Si racisme et discriminations forment un continuum inextricable d'un même phénomène, il s'avère également important d'en mesurer la partie immergée de l'iceberg à travers l'évaluation des

agressions dont les musulmans peuvent directement faire l'objet. Or, au regard de ces résultats, il apparaît que leur ampleur est aussi nettement plus grande que pour le reste de la population.

- Un quart des musulmans ont été insultés en raison de leur religion (24%) au cours de leur vie, soit une proportion deux fois supérieure à celle observée chez les non-musulmans résidant en France (9% : source Ifop 2019).
- De même, ils sont 7% à avoir été victimes d'une agression physique à cause de leur religion, contre 3% des non-musulmans.

Alors que dans la population générale, les agressions liées à l'appartenance religieuse semblent marginales (9% d'agressions verbales et 3% d'agressions physiques au cours de la vie chez les non-musulmans), ces résultats montrent bien que les musulmans souffrent, indépendamment d'autres variables de violences spécifiques imputables qu'à leur confession réelle ou supposée.

- Très logiquement, l'exposition à des agressions apparaît là aussi étroitement corrélée au degré de visibilité de l'Islam : 42% des femmes portant souvent le voile ont déjà été victimes d'une injure liée à la religion, contre 27% des femmes non voilées et à peine 19% des hommes.
- De même, les agressions verbales tendent à croître avec le degré de religiosité si l'on en juge par le niveau record atteint dans les rangs des musulmans se rendant plusieurs fois par semaine à la mosquée : 36%, contre 20% chez les non-pratiquants.
- Dans une perspective comparative, il est intéressant de noter que cette étude corrobore le lien observé entre visibilité et exposition à des agressions que Jérôme Fourquet avait pu mesurer pour les juifs portant une kippa régulièrement (83% d'entre eux rapportent avoir déjà été insulté en raison de leur religion, contre 37% chez ceux n'en portant jamais).

À ce propos, les rares données disponibles pour les autres minorités religieuses permettent de mettre en perspective l'ampleur des agressions subies par les musulmans.

- Dans notre enquête auprès des non-musulmans, on relève ainsi un taux non négligeable d'insultes liées à sa religion chez les protestants et les évangéliques (17%). Toutefois, la faiblesse des effectifs sur cette catégorie de la population incite à la prudence.
- En revanche, les données observées pour les juifs en 2015 montrent que ce n'est pas chez les musulmans que les violences liées à la religion sont les plus répandues, et ceci qu'elles soient de nature verbale (24% chez les musulmans, contre 66% chez les personnes de confession juive) ou physique (7% chez les musulmans, contre 34% chez les personnes de confession juive).

Il paraît toutefois important d'apporter à cette observation un point essentiel à l'interprétation des résultats : les violences verbales, physiques ou symboliques qui affectent la plupart des musulmans ne se réduisent pas au rejet de leur confession mais aussi d'autres facteurs comme le racisme, la xénophobie, l'âgisme ou le classisme. L'enchevêtrement des représentations négatives de l'Islam, notamment autour des enjeux liés au terrorisme, au féminisme et à l'immigration, oblige notamment à prendre en compte la dimension intersectionnelle des phénomènes de rejet dont ces adpetes sont l'objet. En cela, l'ampleur des agressions tous motifs confondus qui affectent les musulmans vivant en France ne peut se réduire uniquement à celles liées à leur religion.

Les réponses à la question visant à évaluer l'expérience d'une forme de racisme (tous motifs confondus) montrent justement que le rejet dont font l'objet les populations musulmanes en France repose autant pour leur appartenance religieuse que sur leurs origines ethniques.

- En effet, la proportion de victimes d'un comportement raciste au cours des cinq dernières années apparaît deux fois plus élevée chez les musulmans vivant en France (40%) que dans le reste de la population (17%), les motifs de ces comportements racistes sont loin d'être tous liés à la religion : 16% des musulmans estiment avoir été l'objet de comportements racistes en raison de leur religion, contre 15% en raison de leur couleur de peau et 5% du fait de leur nationalité.
- Les résultats de cette étude confirment donc la difficulté à isoler la référence religieuse dans un processus discriminatoire plus large qui combine d'autres variables comme par exemple les origines culturelles, la nationalité ou la couleur de peau.

Conclusion

Au regard de ces résultats, il apparaît que si les discriminations et agressions religieuses subies par les musulmans vivant en France restent au quotidien un phénomène minoritaire, leur ampleur est nettement plus grande que les comportements discriminatoires ou racistes subis par le reste de la population. Par ailleurs, alors que dans la population générale, les discriminations et agressions liées à l'appartenance religieuse semblent marginales au regard des facteurs raciaux ou ethniques, ces résultats montrent bien que les musulmans souffrent, indépendamment d'autres variables comme leur nationalité ou leur couleur de peau, de comportements de rejet spécifiques uniquement imputables à leur confession réelle ou supposée.

Cette étude confirme néanmoins la difficulté à isoler chez les musulmans la référence religieuse dans un processus discriminatoire plus large qui combine d'autres variables comme par exemple les origines culturelles, la nationalité ou la couleur de peau.

De même, ces résultats ne rentrent pas dans les controverses autour de la notion « d'islamophobie » et notamment de son instrumentalisation politique : la notion de « musulmanophobie » nous paraissant à l'Ifop un terme plus approprié pour désigner ces formes d'hostilité dans la mesure où elle fait référence au rejet des musulmans en tant qu'individus et non à l'opposition à l'Islam qui, comme tout autre système de pensée, peut être critiqué.

L'analyse de Ismail Ferhat

Un contexte de rejet multi-décennal et croissant de l'islam et des musulman.e.s

Depuis les années 1980, l'islam et les minorités musulmanes sont présents de manière croissante dans l'actualité. Cet intérêt est souvent exprimé de manière négative, avec une polarisation croissante des positions dans la société française depuis « l'affaire du foulard » qui a eu lieu en 1989.

Études et sondages successifs, depuis une trentaine d'années, confirment la montée d'un sentiment antimusulman au sein de la nation France. Dans l'après 11-Septembre, celui-ci s'est progressivement durci. Un sondage CSA/Le Parisien du 9 décembre 2009 indiquait que 54% des sondés pensaient que l'islam était « compatible » avec la République. La décennie qui suit confirme et aggrave ce rejet. Si en 2011, 26% des sondés considèrent que l'Islam n'est pas « compatible avec les valeurs de la société française », le chiffre passe à 40% en 2017 (après être monté à 46% au moment des attentats de janvier 2015).

L'année 2019 semble montrer un nouveau durcissement mesuré par les enquêtes de sondage sur cette même question de la compatibilité entre Islam et « valeurs de la société française », ainsi le sondage publié par le *Journal du Dimanche* le 26 octobre 2019, avec un chiffre qui passe à 61%. Plusieurs travaux de sciences sociales confirment, depuis les années 2010, ce raidissement tant dans l'opinion que dans les politiques publiques vis-à-vis de l'Islam sur les trente dernières années.

Quels enseignements de l'enquête ?

Il n'est dès lors pas étonnant que les musulman.ne.s ressentent les effets concrets de cette évolution, comme le montre l'enquête de la Fondation Jean-Jaurès et de la Dilcrah réalisée par l'Ifop. Ils et elles sont 40% à déclarer avoir été exposés au racisme, un chiffre 2,5 fois supérieur à la moyenne nationale (16%). D'un point de vue de la mesure de l'écart victimation, l'écart est

particulièrement significatif. Trois constats méritent d'être relevés :

- **La dimension genrée paraît essentielle.** Les femmes (45%) sont plus touchées que les hommes. Le constat est inquiétant : il signifie que les musulmanes cumulent discriminations genrées et religieuses, une logique cumulée (ou « intersectionnelle » pour une partie des sciences sociales) qui prend probablement sa racine, au moins partiellement, dans les polémiques incessantes sur le foulard. Ceci est confirmé dans l'enquête. On peut mesurer concrètement les conséquences délétères des discours hostiles au voile. Dans le même temps, les musulmans sont en phase avec le reste de la société, où le genre féminin est plus maltraité.
- **L'ascension sociale s'accompagnerait d'une expérience accrue de racisme pour les musulmans.** Les adultes de 25-44 ans (44%), les plus diplômés (48% des bac+5), les cadres et professions supérieures (63%) sont les plus nombreux à déclarer avoir subi des propos ou des faits de racisme. Il signifie aussi que les catégories qui devraient être les plus insérées (jeunes adultes, diplômés, professions supérieures) sont précisément celles qui sont les plus en butte au racisme, ce qui fragilise leur insertion sociale et la promesse républicaine de la réussite par l'école et le travail. Le constat est à double tranchant : il nuance l'image d'un Islam persécuté comme « religion des prolétaires », une idée présente dans une partie des gauches françaises depuis les années 1970. En sens contraire, il signifie que pour les musulmans, une place plus favorable dans la société, tant scolairement qu'économiquement, n'est pas une protection face au rejet de l'Islam. Là aussi, un discours simpliste sur « l'intégration », tenu régulièrement depuis les années 1980, semble être en échec.
- **La haine antimusulmane ne peut plus se confondre avec la xénophobie.** Les Français.e.s musulman.ne.s de naissance déclarent plus souvent (46%) que les musulmans d'origine étrangère (34%) avoir subi du racisme. Les musulman.ne.s déclarent plus souvent que les autres enquêtés la religion comme motif du racisme subi (42% contre 8%). Ce sont donc les musulmans français qui sont les plus victimes du rejet de l'Islam selon cette enquête, confirmant l'anachronisme d'une approche seulement centrée sur l'intégration.

Quelles pistes sont ouvertes par l'enquête ?

Trois enjeux méritent d'être creusés, tant ils interrogent les politiques publiques à la fois sur le court terme sécuritaire et sur le plus long terme de l'action de l'ensemble des administrations.

- **Pour le moment, la violence antimusulmane, selon ses victimes sondées, reste encore largement verbale** (l'écart en termes de violences physiques n'est pas réellement significatif, à la différence des violences verbales, p. 33). Le basculement vers des violences de type

physique est donc un risque possible, comme l'a montrée récemment l'attaque de la mosquée de Bayonne. C'est un enjeu à caractère immédiat.

- Autre point important, les déclarations de discriminations montrent une différence importante entre musulman.ne.s (qui déclarent à 23% avoir été discriminés pour raisons religieuses et 27% pour raisons raciales) et non-musulman.ne.s (qui déclarent à 5% avoir été discriminés pour raisons religieuses et à 9% avoir été discriminés pour raisons raciales). **L'expérience raciste subie par les musulmans a pour caractéristique de se traduire fortement en expérience discriminatoire**, et ce beaucoup plus que dans le reste de la société française.
- **Ces déclarations de discriminations montrent des évolutions sensibles et qui interrogent le modèle républicain**, quand elles sont étudiées dans le détail. Les thèmes traditionnels de discrimination (emploi, logement, loisirs) avaient été soulevés dès les années 1990 par les mouvements antiracistes. Ces domaines étaient d'ailleurs propices au « testing » pour prouver les faits discriminatoires, notamment dans les agences immobilières, en matière de recrutement ou devant les discothèques. Les forces de l'ordre sont désormais les plus citées, et les thèmes traditionnels de l'emploi et du logement sont étroitement suivis par les administrations et l'éducation : **les accusations de discrimination ressenties par les musulman.e.s concernent lourdement le service public**, une situation qui peut déstabiliser sa légitimité universaliste.

Les partis pris méthodologiques de l'Ifop

Avec quels outils et selon quels principes l'Ifop a interrogé cette population particulièrement compliquée à investiguer en raison de son faible poids dans l'ensemble de la population et de spécificités socioculturelles qui posent d'importants problèmes techniques et méthodologiques (ex : manque de données de cadrage de la population, difficultés de maîtrise de langue d'administration de l'enquête par tous les potentiels répondants, défiance à l'égard des pouvoirs publics...)?

- **La cible de l'enquête**

Pour cette enquête, **l'Ifop a fait le choix d'une approche basée sur l'auto-identification, c'est-à-dire de n'inclure dans l'échantillon que les individus qui s'identifient eux-mêmes comme musulmans, qu'ils soient « convertis » (issus par exemple d'une famille catholique) ou issus de familles musulmanes**. Contrairement aux dernières enquêtes menées par l'Ifop auprès de cette population (Ifop-Marianne 2011, Ifop-Institut Montaigne 2016, Ifop-Le Point 2019,...), la cible de cette étude exclut donc les personnes déclarant avoir au moins un de leurs parents musulmans mais qui

ne s'identifient pas à cette confession.

- **Le périmètre de l'enquête**

Le périmètre de l'étude est l'ensemble de la population résidant en France métropolitaine âgée de 15 ans et plus, qu'elle soit de nationalité française ou étrangère. Tout comme les études précédentes réalisées auprès des musulmans (ex : enquête TeO en 2008-2009, enquête Ifop-*Institut Montaigne* en 2016...), ce champ de l'enquête ne comprend donc pas les musulmans résidant dans les territoires français d'Outre-mer (ex : Mayotte, la Réunion...). De même, le périmètre de l'étude est restreint aux personnes vivant dans un ménage ordinaire, **ce qui exclut les musulmans (principalement d'origine étrangère) vivant dans certains types de logements non ordinaires comme les foyers de travailleurs, les cités universitaires ou les centres d'hébergement.**

- **La méthode d'échantillonnage**

L'Ifop a opté pour la méthode des quotas, ce qui implique d'avoir des données fiables et récentes sur cette population. Or, **en raison de l'interdit qui frappe la collecte de données « religieuses » en métropole (le dernier recensement officiel de la religion remonte à 1872), la statistique publique (Insee, Ined) ne fournit pas la structure sociodémographique des personnes de confession « musulmane ».** Dans ce cadre, l'Ifop a exploité la seule source fournissant des données fiables et récentes sur les caractéristiques des personnes de religion musulmane, à savoir **l'étude Ifop – Institut Montaigne** réalisée par téléphone en mai 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 15 459 personnes âgées de 15 ans et plus résidant en métropole.

- **Le mode de recueil**

Au regard des spécificités de la population musulmane, l'Ifop a privilégié le téléphone, sachant que par rapport à internet, il réduit certains risques comme celui d'interroger des musulmans présentant trop de particularités (notamment en termes de niveau d'éducation, de profession et de niveau de revenu) pour être représentatifs de l'ensemble de leurs coreligionnaires. **La gestion téléphonique des interviews permet aussi une répartition optimale des points d'enquête, ce qui s'avère essentiel pour toucher des personnes résidant dans des quartiers où les enquêteurs en face-à-face auraient des difficultés à travailler (ex : quartiers sensibles) ou à contacter en raison d'horaires décalés (ex : femmes de ménages, taxis, chauffeurs...).**

- **La constitution d'un échantillon « témoin »**

Afin de pouvoir mettre en perspective l'ampleur des discriminations subies par les musulmans

avec celles affectant le reste de la population, l'Ifop a posé parallèlement certaines questions à un échantillon « témoin » offrant exactement les mêmes caractéristiques en termes de mode de recueil (téléphone), de taille d'échantillon (1000 personnes), de méthode d'échantillonnage (méthode des quotas), d'indicateurs (questions identiques) et de temporalité (août-septembre 2019).